

Communiqué

Question d'actualité sur la politique industrielle et la fermeture de Lejaby.

M. le président. La parole est à M. Régis Juanico, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Régis Juanico. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue stéphanois Jean-Louis Gagnaire, s'adresse au ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

« Les pouvoirs publics ont fait semblant de nous soutenir. Ils nous ont menti, ils ont préféré les déclarations d'intention à l'action pour garder l'emploi. » Ce cri de colère et de détresse est celui des quatre-vingt-treize salariés de Lejaby, à Yssingeaux, qui occupent leur usine après avoir appris la fermeture du dernier site de production de la marque de lingerie.

Il s'agit en grande majorité d'ouvrières âgées de plus de cinquante ans, avec bien souvent plus de trente-cinq ans d'ancienneté, mais des salaires voisins du SMIC. Depuis le rachat de Lejaby en 1996 par des actionnaires américains, puis un groupe autrichien, la production a été délocalisée à 93 % en Tunisie et en Chine ; 600 emplois ont été supprimés et sept sites de production ont été fermés en Rhône-Alpes. Le nouveau repreneur choisi ne conservera que 194 des 450 salariés, mais va continuer à produire à l'étranger.

Lejaby est aujourd'hui le symbole de l'échec de votre politique industrielle. En dix ans de pouvoir de la droite, 750 000 emplois industriels ont été détruits ; en trois ans, 900 usines ont fermé leurs portes. La disparition du dernier atelier de confection Lejaby est un formidable gâchis de savoir-faire et de compétences.

Alors qu'aucun ministre n'a eu le courage de se rendre sur place, Arnaud Montebourg, lors de sa visite vendredi dernier aux salariés d'Yssingeaux (Exclamations sur les bancs du groupe UMP), a annoncé que la gauche engagerait un mouvement de relocalisation des activités industrielles.

François Hollande a fait plusieurs propositions volontaristes dans le cadre de son « pacte productif ». (Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)

Parmi elles figure la création d'une banque publique d'investissement pour financer les projets stratégiques des entreprises ;... (Mêmes mouvements)...la création d'un livret d'épargne industrie pour drainer l'épargne vers les PME et les entreprises intermédiaires ; le remboursement des aides publiques pour les entreprises qui délocalisent, ou encore le juste échange pour protéger nos entreprises de la concurrence mondiale déloyale.

Monsieur le ministre, quand allez-vous enfin agir pour défendre nos emplois et nos sites industriels sur le territoire national ? Que répondez-vous aux ouvrières de Lejaby qui disent vouloir continuer à gagner leur vie en travaillant ? (Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)